

## **Grèce : "les lois contre l'évasion fiscale sont appliquées d'une manière sélective, les gros poissons en réchappent toujours"**

Alors que le pays s'apprête à lancer un vaste chantier de restructuration de son administration fiscale, le syndicat Poe-Doy des agents du fisc a déposé plainte début mars devant le Parquet d'Athènes contre deux experts gouvernementaux qui ont décoché des flèches contre la "corruption" régnant dans les bureaux des impôts et perceptions du pays.

La plainte s'en prend nommément à Diomidis Spinellis, ex secrétaire général des systèmes informatiques du ministère des Finances et Nikos Lekkas, directeur des contrôles à la brigade financière (SDOE).

Organisée par le think tank grec pro-européen Eliamep, une conférence intitulée "évasion fiscale et justice sociale" a jeté une lumière crue sur un débat jusqu'ici tabou en Grèce.

MM. Spinellis et Lekkas y ont décrit de manière palpable et concrète "*la corruption considérable du mécanisme de perception des impôts*" et les pots de vin souvent versés par les contrevenants aux agents du fisc pour que ces derniers allègent les amendes infligées et redressements fiscaux.

"On ne tolère pas cette diffamation, s'il y a des dénonciations spécifiques, qu'elles soient jugées au sein des institutions disciplinaires existantes, tous les agents du fisc ne sont pas corrompus, on défend l'honneur et le prestige du secteur", répond Charalambos Nikolakopoulos, président de la Fédération des employés des bureaux du fisc, Poe-Doy.

Dans la foulée, M. Spinellis a créé un site [www.spinellis.gr/istoria](http://www.spinellis.gr/istoria) visant à encourager les lanceurs d'alertes et à rassembler des dénonciations de contribuables sur la corruption. Selon lui, ses propos décrivaient "*des choses déjà largement connues et révélées tant par la section grecque de Transparency international que dans un rapport de l'inspecteur de l'administration publique*".

Luttant contre une évasion fiscale estimée à 45 milliards d'euros, la brigade de la Sdoe se prévaut d'être arrivée à la réduire de 10% chaque année depuis 2010, sous pression des créanciers du pays, UE et FMI, chargés d'assainir les comptes publics.

Une ambitieuse réforme administrative visant à réduire le nombre de bureaux des impôts de 300 à 70 afin de faciliter les contrôles fiscaux et éviter la dispersion des services bute sur les structures complexes de l'administration.

"Le chaos règne dans les bureaux du fisc, les contribuables ne savent pas où s'adresser s'il y a un litige, en raison de la fusion en cours, et le nombre de lois et de circulaires rend très difficile leur application", dit Elsa Zabeta, présidente de l'Union des comptables grecs, qui, désabusée, estime que "*les réformes successives concernant la fiscalité ne sont qu'un prétexte pour ne rien changer. Les lois contre l'évasion fiscale existent mais elles ne sont appliquées que d'une manière sélective, les grands poissons en réchappent toujours*".

Source : AFP, 02/04/2012